

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal de Palestine

N° 407 du 09 au 17.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Trêve ?

Le Jihad islamique rejette la trêve avec Israël

La trêve entre le Hamas et Israël expire après six mois.

Réaction de la diplomatie internationale

Bush et le processus de paix israélo-palestinien.

Abbas à Washington.

Abbas loue le rôle de Bush en pensant à Obama

1 Politique internationale des territoires occupés

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Video Droits de l'homme : avancées ou régression ?

2-2 Forum de la presse arabe Indépendante.

3 Les brèves

3-1 Chérif BOUDELAL : Faire admettre au monde qu'Israël est hors la loi.

3-2 Première résolution de l'ONU en cinq ans.

3-3 Près de 1,7 milliard de dollars versés en un an à l'Autorité palestinienne (Abbas).

3-4 Ray Archeld : L'économie palestinienne de l'Autorité palestinienne recherche des fonds.

3-5 Abbas à Washington pour assurer la continuité d'Annapolis.

3-6 Le Hamas exhorte le sommet Egypte/Arabie Saoudite de travailler pour briser le blocus de Gaza.

3-7 Des activistes internationaux accusent l'Égypte de participer au blocus contre Gaza.

3-8 Les autorités occupantes arrête puis expulse Richard Falk (le rapporteur des droits de l'homme en Palestine.)

Tiré à part

Trêve ?

Le Jihad islamique rejette la trêve avec Israël

Après le Hamas, un deuxième groupe armé palestinien, le Jihad islamique, a rejeté hier une prolongation de la trêve avec Israël à l'approche de son expiration. « La trêve avec l'ennemi n'a pas permis de réaliser nos objectifs (la fin du blocus de Gaza) et représente une menace contre l'intérêt de notre peuple, a affirmé le Jihad islamique dans un communiqué. Nous appelons tous les groupes palestiniens à la rejeter et à se concentrer sur les moyens de faire face aux plans sionistes. »

Le Jihad islamique a revendiqué le tir hier matin de quatre roquettes sur le territoire israélien, affirmant qu'il s'agissait d'une première riposte à l'élimination par Israël de l'un de ses membres en Cisjordanie occupée.

Dans l'après-midi, après le tir de deux nouvelles roquettes qui n'ont pas fait de victime dans le sud d'Israël, l'armée de l'air israélienne a effectué un raid contre un lanceur de roquettes dans le nord de Gaza, a indiqué à l'AFP son porte-parole. Deux civils palestiniens ont été blessés dans le raid, selon des sources médicales palestiniennes.

Le rejet de la trêve par le Jihad islamique intervient deux jours après celui du mouvement Hamas qui a pris de force le pouvoir à Gaza en juin 2007. Ce dernier accuse Israël d'avoir constamment violé le cessez-le-feu et d'avoir maintenu son blocus du territoire. « La trêve était limitée à six mois et s'achève le 19 décembre. Sachant que l'ennemi ne respecte pas ses engagements et que le siège (de Gaza) est toujours en place contre notre peuple, pour le Hamas, et je pense pour la majorité des forces, la trêve (...) ne sera pas renouvelée », avait indiqué dimanche à Damas le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaal.

Cependant la direction du Hamas à Gaza s'est montrée moins affirmative, ses chefs indiquant que leur « évaluation » de la trêve était « négative » mais que l'ensemble des factions palestiniennes devraient adopter une position commune dans les prochains jours. Le gouvernement de transition en Israël, loin d'être unanime sur la stratégie à adopter, a proclamé sa volonté de respecter la trêve si le Hamas l'observait. Il a aussi estimé que le 19 décembre, date officielle de son expiration, ne représentait pas une date butoir pour lui. « Nous ne craignons pas (de lancer) une opération à Gaza, mais nous ne sommes pas pressés. Nous répondrons au calme par le calme, mais si la situation nous pousse à agir, nous répondrons en temps et en heure », a dit le ministre de la Défense Ehud Barak.

À Ramallah en Cisjordanie, le président palestinien Mahmoud Abbas a aussi appelé au maintien de la trêve. « Nous appelons toutes les parties à (la) préserver car sa fin aggraverait les souffrances de notre peuple. »

Depuis un regain de violence début novembre après une opération israélienne, Israël riposte aux tirs de roquettes en fermant tous les points de passage de Gaza, complètement coupée du monde, l'Égypte a maintenant également bouclé sa frontière avec le petit territoire palestinien.

17 décembre 2008.

L'Orient-Le Jour

La trêve prend fin .

18-12

L'armée israélienne a mené au moins deux frappes aériennes contre des groupes accusés de tirer des roquettes.

Les résistants de la Bande de Gaza, ont en réaction tiré 11 roquettes et six obus de mortier vers l'Etat hébreu. "Il n'y a aucune chance de prolonger le calme", a estimé le porte-parole du Hamas dans la Bande de Gaza, Fawzi Barhoum.

Ibrahim Barzak

AP

19/12/

L'aviation de guerre de l'occupation a mené, ce jeudi à l'aube, le 18/12, une escalade militaire et criminelle contre une famille d'un martyr palestinien et un atelier de fer d'un autre citoyen, dans un signe de force barbare contre les innocents, juste avant l'achèvement de l'accalmie, vendredi.

Des sources palestiniennes et locales bien informées ont déclaré qu'un hélicoptère Apache de l'occupation israélienne a bombardé, aujourd'hui, à l'aube, au moins avec deux missiles, la maison du martyr Hossein Abou Nasr, à Jabalia, au nord de la bande de Gaza.

"Un avion de type F16 de l'ennemi occupant a pris en cible, à l'aube, un atelier de fer du propriétaire Yad Al-Jebour, dans la région de Jourat Al-Lout, à l'est de la ville de Khan Younès, au sud de la bande de Gaza", ont souligné les sources.

Il est à noter que le citoyen palestinien Abdel Hadi Oukal (42 ans) est tombé en martyr hier soir, et que sa femme et ses deux enfants ont été grièvement blessés, par un raid aérien de l'aviation de guerre de l'occupation contre leur maison dans le quartier de Tel Al-Zaatar, au nord de la bande de Gaza.

CPI

20-12

Deux roquettes ont été tirées par des résistants à partir de Gaza sur le sud d'Israël, et des agriculteurs travaillant près de la frontière ont essuyé des tirs qui ont endommagé un véhicule, selon une source militaire israélienne.

Le Jihad islamique a revendiqué dans un communiqué le tir de roquettes, affirmant qu'elles étaient une réponse à la mort d'un de ses membres.

Mai YAGHI

Afp

20-12

La trêve entre le Hamas et Israël expire après six mois.

La trêve a été conclue le 19 juin, après une médiation égyptienne.

Mais la trêve avait été rompue par une incursion le 4 novembre dans la bande de Gaza de l'armée israélienne, qui a déclaré avoir détruit un tunnel devant être utilisé pour enlever des soldats israéliens.

Mai YAGHI

Afp

20-12

Israël comme le Hamas ont affirmé qu'ils ne seraient pas les premiers à lancer des hostilités de grande envergure, laissant ouverte la possibilité d'une trêve officieuse.

20-12

« La trêve a pris fin et ne sera pas renouvelée car l'ennemi sioniste n'a pas respecté ses conditions.

L'occupation porte la responsabilité des conséquences », ont affirmé les Brigades Ezzedine al-Qassam – la branche armée du Hamas .

Le Hamas agira "conformément à la situation sur le terrain", a affirmé jeudi un porte-parole du mouvement, Fawzi Barhoum.

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=387954> &

20-12

Le ministre de la Défense israélien, Ehud Barak, n'a eu de cesse de répéter de son côté qu'Israël répondrait "au calme par le calme". Mais, a-t-il ajouté, Israël n'a "pas peur de lancer une opération militaire de grande envergure dans Gaza", ajoutant cependant qu'il était "inutile de se précipiter".

Le gouvernement doit discuter lors de sa réunion hebdomadaire dimanche des mesures à prendre, alors que des ministres et l'opposition de droite le pressent d'agir avec beaucoup plus de fermeté.

Mai YAGHI

Afp

20-12

Réaction de la diplomatie internationale

- La France a exprimé vendredi la "plus vive inquiétude" de l'Union européenne sur la situation à Gaza, tandis que la Russie, un des rares interlocuteurs du Hamas, a appelé le mouvement à revoir sa décision de mettre fin à la trêve.

- Aux USA la secrétaire Rice a prévenu qu'un regain de 'violence' (...) contre Israël ne ferait qu'affaiblir les Palestiniens.

"La seule façon pour les Palestiniens d'atteindre leur objectif de création d'un Etat est par la négociation", a-t-elle dit.

- L'Egypte, elle, a fait porter sur Israël la responsabilité de la situation à Gaza, arguant que ce territoire était toujours légalement sous occupation israélienne.

- L'envoyé spécial des Nations unies pour le Proche-Orient, Robert Serry, avait mis en garde le Conseil de sécurité de l'ONU contre les risques d'"une escalade majeure de la guerre qui aurait des conséquences graves" pour la population civile en Israël et à Gaza.

Vendredi, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées dans la banlieue sud de Beyrouth pour une manifestation monstre, à l'appel du Hezbollah chiite, contre ce blocus.

Mai YAGHI

Afp

20-12

Bush et le processus de paix israélo-palestinien.

Abbas à Washington.

Mahmoud Abbas se rend jeudi à Washington pour obtenir des assurances sur la poursuite des efforts de paix américains au Proche-Orient après l'entrée de Barack Obama à la Maison Blanche et, surtout, l'élection d'un nouveau Premier ministre en Israël.

Ces visites surviennent alors que l'année touche à sa fin sans qu'un accord de paix ne soit en vue malgré des dizaines de sessions de négociations depuis leur relance en grande pompe à Annapolis près de Washington en novembre 2007.

La poursuite de la colonisation juive, le maintien des barrages militaires, les violences à Gaza et les divisions palestiniennes ont en effet plombé les discussions.

M. Bush, qui a fait de la conclusion d'un tel accord une de ses principales priorités durant la dernière année de son second mandat, s'apprête à laisser cet épineux dossier à M. Obama.

Le partenaire de M. Abbas en Israël, le Premier ministre Ehud Olmert a quant à lui démissionné en septembre après sa mise en cause dans des affaires de corruption et les sondages prévoient une victoire aux élections du 10 février du Likoud de Benjamin Netanyahu, un "faucon" opposé à la création d'un Etat palestinien disposant des attributs réels de la souveraineté.

M. Abbas, dont la légitimité est contestée par le Hamas, prévoit pour sa part de convoquer des élections palestiniennes "très prochainement".

Ses visites à Washington et Moscou "s'incrivent dans le cadre des efforts visant à assurer la poursuite du processus de paix qui doit aboutir à une solution basée sur deux Etats" israélien et palestinien, a affirmé à l'AFP le porte-parole de M. Abbas, Nabil Abou Roudeina.

"L'administration d'Obama doit impérativement faire du volet israélo-palestinien l'une de ses priorités et nous allons demander à l'administration actuelle de lui faire des recommandations en ce sens", a-t-il ajouté.

Selon lui, "la nouvelle administration doit exercer des pressions sur Israël afin qu'il cesse d'entraver les négociations en poursuivant la colonisation et en érigeant des barrages militaires".

Le négociateur palestinien Saëb Erakat a indiqué que M. Abbas exhorterait Washington à s'assurer "qu'il n'y aura pas de retour à la case départ après l'avènement d'un nouveau gouvernement en Israël. L'irréversibilité du processus doit être maintenue".

Selon lui, M. Abbas abordera aussi avec M. Bush la situation dans la bande de Gaza soumise à un blocus israélien.

Une trêve expire en principe le 19 décembre, ce qui risque de plonger Gaza dans un nouveau cycle d'agressions.

"Le président mettra en garde contre une offensive israélienne à Gaza et appellera à la levée du blocus", a dit M. Erakat.

Le Quartette, réuni à New York, a ainsi appelé Israël et les Palestiniens à intensifier les négociations pour créer un Etat palestinien "dès que possible", estimant que le processus lancé à Annapolis était "irréversible".

Et le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution, la première depuis cinq ans, réaffirmant son soutien au processus de paix avec pour objectif la coexistence pacifique de deux Etats, israélien et palestinien.

Ezzedine SAID

Afp

18 décembre,

Abbas loue le rôle de Bush en pensant à Obama

Le Mahmoud Abbas a loué vendredi la contribution du président George W. Bush au processus de paix israélo-palestinien et s'est dit "sûr" que l'administration de Barack Obama poursuivrait les efforts en vue de la création d'un Etat palestinien.

"Nous nous souviendrons à jamais des efforts que vous avez déployés dans le processus de paix", a déclaré M. Abbas.

Il a notamment rappelé que M. Bush avait présidé à la relance des négociations israélo-palestiniennes après des années d'impasse, lors de la conférence d'Annapolis près de Washington en novembre 2007.

Bien que l'objectif de parvenir à un accord en 2008 ne sera pas atteint, le dirigeant palestinien s'est engagé à poursuivre les négociations après l'entrée en fonctions le 20 janvier de l'administration de Barack Obama.

"Il ne fait aucun doute que nous allons poursuivre ces efforts et les négociations de paix, mais tout reposera sur des fondations, les fondations que vous avez jetées en tant que président", a-t-il dit.

"Nous sommes sûrs que tous ces efforts seront transférés à la nouvelle administration pour qu'elle les poursuive", a-t-il ajouté.

Le négociateur palestinien Saëb Erakat a affirmé à l'AFP à l'issue de l'entretien que le président palestinien avait demandé au président Bush "de nous aider à préserver la trêve à Gaza, qui est un intérêt palestinien suprême".

Selon M. Erakat, M. Abbas a aussi plaidé "pour la poursuite de l'acheminement de denrées, médicaments et carburants" à Gaza, soumis à un blocus israélien.

Il a aussi affirmé que M. Abbas a mis l'accent sur la colonisation juive "comme principal obstacle ayant entravé et les négociations de paix et entamé leur crédibilité".

Selon lui, M. Bush a fait savoir qu'il soumettrait "des recommandations positives et logiques" à l'administration Obama sur le processus de paix.

"Il a souligné la nécessité de poursuivre les négociations à partir du point qu'elles ont atteint et qu'il ne devait pas y avoir un retour à la case départ".

Les Palestiniens s'inquiètent en effet du sort des négociations en cas d'arrivée au pouvoir en Israël du "faucou" Benjamin Netanyahu lors des élections prévues le 10 février comme le prédisent tous les sondages.

M. Netanyahu, chef du parti de droite Likoud est opposé à la création d'un Etat palestinien disposant des attributs réels de la souveraineté.

Ezzedine SAID

Afp

20 décembre,

1 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Iran

Un bateau iranien en route vers Gaza.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Un bateau du Croissant rouge iranien s'apprête à amarrer à Gaza cette semaine. D'après un expert américain, il véhiculerait l'"objectif caché" de répandre l'influence de la Force al-Quds iranienne ainsi que des agents secrets.

Le but annoncé du Croissant rouge est de distribuer 1 000 tonnes de produits humanitaires à Gaza.

Or, d'après Raymond Tanter, président du comité de la politique iranienne à Washington, ce bateau "constitue un exemple des efforts de Téhéran pour gagner une influence politique par le biais de programmes d'aide sociale et de subvertir la société avec des agents secrets agissant comme du personnel humanitaire, afin de persuader le public sunnite islamique que le régime iranien est de leur côté malgré le fait qu'ils sont shiites".

"Le programme caché du Croissant rouge est de répandre la conception iranienne de l'islam au sein du sunnisme arabe, y compris à Gaza", ajoute Tanter, en expliquant que Téhéran a dépensé des millions de dollars en "oeuvres de charité" coordonnées par la division al-Quds de la garde révolutionnaire.

Le porte-parole de Tsahal déclare être au courant de l'arrivée de ce bateau. Il revient au ministère des Affaires étrangères de décider si cette embarcation pourra ou non atteindre Gaza. Pour l'heure, le ministère en question a refusé de rendre sa décision publique.

Depuis le mois d'août, plusieurs bateaux portant à leur bord des activistes internationaux jugés "radicaux" par des officiels israéliens ont réussi à gagner la côte de Gaza. Le dernier en date, un bateau libyen, s'est vu refuser par Israël l'accès au territoire contrôlé par le Hamas.

YAAKOV LAPPIN

The Jerusalem Post

12.14.08

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1228728186481&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

Jordanie

Les déclarations de Livni représentent une gifle aux gouverneurs arabes

Le mouvement islamique Jordanien a considéré que les déclarations de la ministre sioniste des affaires étrangères et chef du parti "Kadima" sont une forte gifle aux leaders arabes, après ses déclarations d'expulser les palestiniens des territoires palestiniens occupés en 1948, et que cela représente une alerte contre toute la nation.

Livni a jugé, jeudi 11/12, la citoyenneté des palestiniens dans un état sioniste juive d'inacceptable et non conforme aux aspirations politiques, culturelles et sociales israéliennes, et c'est pour cela qu'elle a appelé à leur expulsion vers un état palestinien prévu.

"Les déclarations racistes, discriminatoires et nazies de Livni devront pousser les pays arabes, et surtout ceux qui négocient avec l'entité sioniste de réviser et rétablir leur stratégie politique et soutenir la résistance nationale palestinienne pour lutter contre les plans racistes de l'occupation", a déclaré, samedi 13/12, le porte parole médiatique du parti du front du travail islamique, Rahel Al Ghareiba.

Al Ghareiba a appelé également les pays et les peuples arabes et musulmans à unir leurs efforts pour soutenir la résistance palestinienne et renforcer les moyens nécessaires pour lutter fortement contre les agendas et plans criminels de l'occupation israélienne.

[CPI

14/12/2008

1 Usa (le parrain)

2 Les grandes manœuvres

Israël et les Palestiniens ont effectué des avancées décisives, selon Condoleezza Rice

Israël et les Palestiniens ont effectué des avancées décisives sur le plan diplomatique et sur le terrain, depuis un an, depuis le sommet d'Annapolis, organisé par le président américain George W. Bush, a expliqué lundi à l'ONU la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice.

La perspective d'un règlement définitif du conflit, avant la fin de l'année 2008, n'est cependant plus à l'ordre du jour. Condoleezza Rice s'est exprimée à l'issue d'une réunion du Quartette pour le Proche-Orient, entre les Etats-Unis, les Nations unies, l'Union européenne et la Russie, alors qu'elle effectuait ses adieux.

Le processus d'Annapolis est désormais "irréversible" et doit s'intensifier pour "mettre en place un Etat palestinien dès que possible", a-t-elle dit.

Le conseil de l'ONU doit se réunir ce mardi pour décider de l'adoption d'une résolution de soutien au processus d'Annapolis.

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a également remercié George W. Bush et Condoleezza Rice pour leurs "inlassables" efforts en vue de faire avancer les négociations de paix israélo-palestiniennes, depuis l'accord signé à Annapolis (Maryland).

AP

17-12

L'Administration Bush tente une ultime percée

Dans le cadre d'une initiative surprenante, vu qu'elle précède le départ de l'actuelle direction américaine prévu pour janvier prochain, le Conseil de sécurité au niveau ministériel se réunira, demain, sur demande de l'ambassadeur américain à l'ONU, Zalmay Khalilzad, pour adopter une déclaration soutenant les progrès accomplis dans le processus de paix, en encourageant sa poursuite et sa conclusion positive, selon les principes d'Annapolis, en parvenant à la solution de deux Etats.

Le texte proposé par les Etats-Unis a reçu l'appui de la Russie, de la France et de la Grande-Bretagne. Il soutient les principes sur lesquels sont d'accord Israéliens et Palestiniens « comme le processus de négociations bilatéral et les efforts pour conclure un traité de paix qui résoudrait toutes les questions-clés, sans exception ». Pourtant, depuis la conférence d'Annapolis, en novembre 2007, à laquelle ont participé tous les représentants de la communauté internationale et plusieurs pays arabes, les Palestiniens l'ont affirmé à maintes fois, qu'à part une reprise des négociations, bloquées durant l'Intifadha d'El Aqsa déclenchée le 29 septembre 2000, Israël a tout tenté pour faire échouer la conférence d'Annapolis, surtout sur le point concernant la création d'un Etat palestinien indépendant et viable aux côtés d'Israël avant la fin de l'année 2008. Malgré des dizaines de rencontres au plus haut niveau entre Palestiniens et Israéliens, aucun résultat notable n'a été enregistré sur aucun des points soumis à la négociation.

Fort du soutien américain, Israël se sent au-dessus des lois et refuse d'appliquer les résolutions des Nations unies concernant le Proche-Orient, les seules à pouvoir garantir une solution juste et équitable du conflit selon les Palestiniens, mais tient plutôt à conclure un accord de paix selon la vision israélienne, qui ne peut satisfaire les aspirations légitimes des Palestiniens se résumant en la création d'un Etat indépendant sur l'ensemble des territoires occupés en 1967, avec la ville sainte d'El Qods comme capitale et le retour des réfugiés selon la résolution 194 des Nations unies. Pour illustrer les entraves israéliennes, dans des déclarations rares du genre, Ahmed Qorei, un des principaux négociateurs palestiniens, a révélé samedi à la presse, que les Palestiniens avaient repoussé une offre israélienne d'annexer 7% de la Cisjordanie pour garder sous contrôle israélien 4 gros blocs de colonies où vivent la majorité des 300 000 colons installés en Cisjordanie occupée. Qorei a ajouté qu'Israël aurait aussi offert le retour de 5000 réfugiés sur une durée de 5 ans, alors que leur nombre actuel dépasse les 4 millions. Sur la question des réfugiés et de la ville sainte d'El Qods dont Israël refuse presque d'en parler, il y a un consensus israélien sur la nécessité de ne pas permettre le retour des réfugiés et

de considérer la ville sainte comme faisant partie de la ville de Jérusalem unifiée, qualifiée de capitale éternelle de l'Etat hébreu. Les Palestiniens qui, dans leur longue lutte se réfèrent à plusieurs résolutions des Nations unies qu'ils veulent voir appliquées, ne sont pas intéressés par toute autre, si elle ne permet pas d'imposer à l'Etat hébreu une solution juste et équitable d'un conflit vieux de 60 ans. Chaque jour qui passe est une occasion de plus pour Israël d'effectuer des changements sur le terrain, tels le mur de séparation raciste, les colonies qui ne cessent d'éclorre en Cisjordanie occupée et la judaïsation de la ville sainte d'El Qods, dans le but de rendre impossible la création d'un Etat palestinien indépendant et viable, jouissant d'une continuité territoriale.

Par Fares Chahine

15 décembre 2008.

El Watan

<http://www.elwatan.com/L-Administration-Bush-tente-une>

3 Politique colonialiste israélienne. (vue des USA)

Le blocus du territoire, la trêve des violences et le sort du soldat israélien Gilad Shalit.

L'ancien président américain Jimmy Carter, en visite à Damas, et le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaal, ont eu hier un entretien portant sur le blocus du territoire, la trêve des violences et le sort du soldat israélien Gilad Shalit, retenu en otage depuis plus de deux ans.

Le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaal, a affirmé hier que la trêve avec Israël, en vigueur depuis six mois et qui arrive à son terme ce vendredi, ne serait « pas renouvelée », au moment où le mouvement se livrait à Gaza à une démonstration de force.

« La trêve était limitée à six mois et s'achève le 19 décembre. Sachant que l'ennemi ne respecte pas ses engagements et que le siège (de Gaza) est toujours en place contre notre peuple, pour le Hamas, et je pense la majorité des forces, la trêve prend fin après le 19 décembre et ne sera pas renouvelée », a dit M. Mechaal, en exil à Damas, dans un entretien avec la télévision satellitaire al-Quds du Hamas. Lors de cette interview, réalisée hier à l'occasion du 21e anniversaire du Hamas, il a toutefois ajouté que les discussions au sein du mouvement et avec les autres groupes palestiniens se poursuivaient et qu'une réponse officielle serait donnée à Israël « dans les prochains jours ».

De son côté, Israël, qui a dépêché hier un haut responsable au Caire pour discuter de la trêve, s'est dit favorable à une reconduction à condition que le Hamas la respecte. « Israël est intéressé à ce que le calme règne dans le Sud (près de la bande de Gaza). Il était et est toujours prêt à respecter les engagements obtenus par l'intermédiaire de l'Égypte » a déclaré à l'AFP Mark Regev, porte-parole du Premier ministre Ehud Olmert. Citée par son bureau, la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, a toutefois réaffirmé peu après la volonté de l'État hébreu de déloger à terme le Hamas du pouvoir à Gaza.

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=387556>

Quartette

Le Quartette rendra public un communiqué sur le Moyen-Orient

Le secrétaire général (SG) de l'ONU, Ban Ki-moon, a indiqué lors d'une conférence de presse tenue lundi à New York que le groupe diplomatique sur le processus de paix au Moyen-Orient, soit le Quartette, rendra public un communiqué sur ledit processus.

M. Ban a indiqué aux journalistes que ses partenaires du Quartette et lui sont unis et convaincus que le processus de paix au Moyen-Orient doit se poursuivre et s'intensifier dans la période à venir.

Le SG a aussi remercié l'administration américaine sortante, en particulier le président George W. Bush, pour leurs efforts visant à promouvoir le processus de paix au Moyen-Orient.

La conférence de presse a eu lieu après que M. Ban eut convoqué une réunion des membres du Quartette. Les principaux participants comprennent le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Javier Solana, et la commissaire européenne chargée des relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner.

15 décembre

(Xinhua) --

http://www.french.xinhuanet.com/french/2008-12/16/content_780472.htm

Par ailleurs, rapporte le Haaretz, l'émissaire du Quartette de la communauté internationale au Proche-Orient, Tony Blair, le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, et le directeur du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, ont adressé il y a trois jours une lettre au Premier ministre Ehud Olmert l'appelant à poursuivre le transfert de fonds à la bande de Gaza pour éviter l'effondrement du système

bancaire. Selon les trois signataires de la lettre, l'arrêt de l'approvisionnement en argent liquide porte atteinte au commerce et renforce le marché noir dans la bande de Gaza.

* **Intérieur**

December 17, 2008

Organisations Mondiales & régionales.

Otan - 3 Onu - 4 Nations Unies - Banque Mondiale- Mouvement des non-alignés (MNA)

L'ONU veut une paix collective au Proche-Orient

Le Conseil de sécurité de l'ONU est sur le point d'adopter une résolution appelant à une paix collective au Moyen-Orient.

Les membres du Conseil se sont réunis lors d'une session d'urgence samedi 13 décembre pour s'entretenir d'une première version de la résolution, fortement soutenue par la Russie.

Quinze nations s'appêtent à voter mardi. Elle doit obtenir le soutien de 9 d'entre elles pour être entérinée.

La résolution appelle les Israéliens et les Palestiniens à "tenir leurs obligations" envers les accords de paix d'Annapolis et toutes les nations à "contribuer à une atmosphère propice aux négociations".

Le conseil renouvellera sa "vision d'une région où deux Etats démocratiques, Israël et la Palestine, vivront côte à côte en paix dans des frontières sécurisées et reconnues".

Cette résolution sera signée dans le contexte de la prise de pouvoir du nouveau président américain Barack Obama et de la fin du mandat de George W. Bush.

Lundi, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice se rendra à l'ONU pour prendre part au Quartet, - constitué par l'Union européenne, les Etats-Unis, la Russie et les Nations unies - et rencontrera des partenaires arabes en vue de pourparlers sur les efforts de paix au Moyen-Orient.

Le représentant permanent de la France au Conseil de sécurité de l'ONU, Jean-Maurice Ripert, a pour sa part déclaré que la France exige depuis longtemps au Conseil de sécurité de s'impliquer dans le processus de paix au Moyen-Orient.

"Pour nous, cela pourrait être une étape importante... de poursuivre la solution de deux Etats vivant côte à côte en paix", a-t-il ajouté. La France préside l'Union européenne jusqu'à la fin de l'année 2008.

Avant le vote du Conseil, la Libye a demandé d'inclure un passage contre les blocs d'implantations israéliennes en Judée-Samarie. Le plan de paix arabe, soutenu par la Libye, appelle effectivement à la reconnaissance de l'Etat juif en échange d'un retrait total de toutes les terres conquises par Israël pendant la guerre des Six Jours en 1967.

The Jerusalem Post

Par AP

12.14.08

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1228728193236&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

A L'ONU, Daniel Barenboïm appelle à une vision humaine de la question israélo-palestinienne

A L'ONU, Daniel Barenboïm appelle à une vision humaine de la question israélo-palestinienne

Le messenger de la paix des Nations Unies, chef d'orchestre et pianiste Daniel Barenboïm a appelé vendredi, lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU à New York, à une vision différente de la question israélo-palestinienne, celle d'êtres humains devant vivre ensemble.

« C'est une bénédiction de vivre avec les autres et non une calamité », a déclaré M. Barenboïm, pianiste de renommée mondiale et chef du « West-Eastern Divan Orchestra », un orchestre composé de musiciens de tout le Moyen-Orient. Cet orchestre donnera un concert de musique de chambre le 15 décembre dans la salle de l'Assemblée générale de l'ONU.

Israélien né en Argentine et Messenger de la paix des Nations Unies depuis septembre 2007, Daniel Barenboïm couronnera ainsi les cérémonies commémoratives du sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

« En tant que Messenger de la paix, mon projet exige évidemment bien davantage », a estimé le chef d'orchestre qui a considéré que c'est tout son orchestre qui est messenger de la paix parce qu'il transmet le message de la paix au Moyen-Orient. « Nous espérons présenter un modèle de ce que la société pourrait être », a-t-il ajouté.

Daniel Barenboïm a fondé le « West-Eastern Divan Orchestra » en 1999, avec l'intellectuel palestinien aujourd'hui décédé Edward Saïd, pour promouvoir la paix au Moyen-Orient à travers la musique classique et des concerts joués par de jeunes étudiants israéliens et arabes.

« Je trouve que le conflit israélo-palestinien n'a pas été traité comme il aurait dû l'être », a confié le chef d'orchestre. « Ce n'est pas un conflit comme les autres car il est avant tout humain et non politique. » Daniel Barenboïm a jugé illusoire de croire qu'on peut arriver à un compromis par la voie militaire.

Le Messenger de la paix a rappelé que les individus concernés par ce conflit ont tous la ferme conviction qu'ils peuvent vivre sur la même portion de terre. Il a donc souhaité que soit trouvée une solution intégrant la nécessité de vivre ensemble. « Une solution au conflit israélo-palestinien doit être basée sur l'acceptation des autres », a-t-il insisté, en mentionnant qu'il y a un Égyptien, un Syrien, un Israélien et une Iranienne dans l'orchestre de musique de chambre qu'il va diriger lundi.

Au programme, l'orchestre a inscrit la Truite de Schubert et les trois Fantasiestücke de Schumann. S'il n'y a pas de Libanais dans cet ensemble, a précisé le chef d'orchestre, il y en a six ou sept dans le « West-Eastern Divan Orchestra », dont une violoncelliste de 14 ans et un autre musicien de 13 ans.

« Mon rêve est de donner un concert à Beyrouth, seul ou avec l'orchestre, mais cela n'a pas encore été possible, malgré l'enthousiasme de certains », a-t-il aussi déclaré.

Le maestro a conclu sa conférence de presse en regrettant que les valeurs de « Liberté, Égalité, Fraternité » de la République française soient oubliées par le monde actuel. La liberté vient en premier puis l'égalité et enfin la fraternité qui ne peut exister sans les deux autres. « Si je joue le deuxième mouvement d'une symphonie de Beethoven avant le premier, personne ne comprendra le message », a-t-il expliqué.

12 décembre 2008 – <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=17980&Cr=Isra%EBI&Cr1=Palestiniens>

Annapolis sous la férule de l'Onu ?

La Conférence d'Annapolis, convoquée en novembre 2007 sous l'impulsion du président américain George Bush, va-t-elle refaire surface sous une autre forme, suite à une nouvelle intervention de Bush ? C'est la question qu'on peut se poser après lecture d'un article publié ce dimanche par le quotidien israélien Israel Hayom.

que Bush a exercé des pressions sur le Conseil de Sécurité de l'Onu pour ,d'après le journal ,Il s'avérerait même après le ,ci à adopter une résolution permettant la poursuite du processus d'Annapolis-contraindre celui il avait été fixé ,On se souvient qu'au début de ce processus ,d'Olmert et de Mahmoud Abbas ,rt de Bushdépa qu'Israël et l'AP devaient mener des pourparlers censés aboutir à un accord portant sur le "cœur du conflit" et à .ux côtés d'Israël l'instauration d'un Etat palestinien a

elle devrait garantir la poursuite des contacts entre le gouvernement israélien ,Si cette résolution est entérinée tant aux USA ,même après le changement de régime ,2009et l'Autorité palestinienne au cours de l'année .qu'en Israël

aurait été élaborée par les ,qui doit être soumise au Conseil de Sécurité d'ici quelques jours ,proposition La Elle aurait même .et l'Union européenne et la Russie ,l'Onu ,Unis-dire les Etats-à-c'est ,membres du Quartette .et de l'AP l'ars l'd noitarépooc al ed "éicifénéb"

s'il ,on estime qu'une telle démarche pourrait "coincer" Binyamin Netanyahu ,précise le journal ,A Jérusalem .et le contraindre malgré lui à poursuivre le processus d'Annapolis ,est élu à la tête du gouvernement D'ailleurs, rappelle-t-on encore, lors de la rencontre il y a quinze jours entre Ehoud Olmert et George Bush, les deux hommes auraient émis l'espoir de voir "le processus se poursuivre, même sous les prochains gouvernements". Les mêmes déclarations auraient été faites récemment par la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice.

Dans le cadre de ces révélations inquiétantes, il faut rappeler les propos d'Ahmed Qoreï, faites vendredi dernier dans une conférence de presse à Ramallah. Qoreï, chargé des pourparlers entre Israël et l'AP, aurait indiqué que lors des derniers entretiens entre Olmert et Abbas, le Premier ministre israélien avait proposé à son interlocuteur un accord-cadre pour un règlement permanent prévoyant notamment qu'Israël intègre 5000 "réfugiés" au cours des cinq prochaines années si l'AP renonçait au "droit du retour".

En outre, au cours des conversations, Olmert aurait accepté de céder plus de 93 % de la Judée-Samarie mais aurait demandé de garder 6,8 % de la région pour conserver les grands "blocs d'implantations" comme Ariel, Maalé Adoumim, Guivat Zeev et les localités du Goush Etsion. Toutefois, toujours d'après Qoreï, Abbas aurait repoussé les propositions israéliennes, les qualifiant d'irrecevables.

Mahmoud Abbas doit s'envoler en fin de semaine pour Washington pour faire ses adieux à George Bush. Il est évident que leurs discussions porteront entre autres, sur ces questions vitales.

[Claire Dana-Picard](#)

Source : Arouts7

15 décembre 2008.

Paix au Proche-Orient: le Conseil de sécurité adopte une résolution.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté mardi une résolution de soutien au processus de paix au Proche-Orient, la première depuis cinq ans, par 14 voix pour et l'abstention de la Libye.

Ce projet de résolution est une initiative conjointe russo-américaine, qui soutient le processus de paix israélo-palestinien relancé il y a un an à Annapolis, près de Washington, avec pour objectif la coexistence pacifique de deux Etats israélien et palestinien.

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie britannique David Miliband étaient présents mardi matin et ont pris la parole à tour de rôle. "Cette réunion est très importante pour la paix au Proche-Orient", a déclaré à l'ouverture le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. "L'occupation commencée en 1967 doit se terminer, Israël et le monde arabe doivent vivre en paix", a-t-il ajouté.

16.12.08

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-37913958@7-37,0.html>

17-12

Le ministère israélien des Affaires étrangères a insisté pour que la résolution oblige les Palestiniens à adopter à nouveau les trois conditions du Quartette : reconnaissance d'Israël, abandon du terrorisme et respect des accords précédemment conclus.

De même, la résolution évoque l'initiative de paix arabe sans toutefois lui donner de caractère obligatoire.

<http://www.ambafrance-il.org>

Israël et les Palestiniens saluent la résolution de l'ONU

Israël et l'Autorité palestinienne se sont félicités de l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution de soutien au processus de paix au Proche-Orient. La première depuis cinq ans.

« Israël accueille favorablement le soutien sans équivoque exprimé par le Conseil de sécurité en faveur de négociations directes et bilatérales entre Israël et les Palestiniens », indique le ministère israélien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Avec cette résolution, la communauté internationale a « émis un message clair au régime terroriste du Hamas dans la bande de Gaza », dit-il, en allusion au groupe islamiste qui contrôle ce territoire après un coup de force contre le mouvement Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas en juin 2007.

Citant la ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni, le communiqué souligne que la résolution « respecte les principes établis par les deux parties (Israël et l'Autorité palestinienne), à savoir des négociations directes bilatérales sans intervention internationale, basées sur le principe que rien n'est conclu tant que tout n'est pas conclu ».

Mme Livni a ainsi réaffirmé son opposition à un accord partiel. « Israël va continuer à mener des négociations bilatérales avec l'Autorité palestinienne mais celles-ci doivent être accompagnées en parallèle par des efforts sans compromis visant le régime du Hamas et les groupes terroristes qui prennent des civils (israéliens) pour cibles », a-t-elle poursuivi.

A Ramallah en Cisjordanie, le porte-parole de la présidence de l'Autorité palestinienne, Nabil Abou Roudeina, a jugé « encourageante la résolution du Conseil de sécurité, surtout qu'elle réclame la poursuite du processus de paix avec le total soutien de la communauté internationale et permet de garder l'espoir en vue de la paix » dans la région.

« Nous demandons au Conseil de sécurité et au Quartette (pour le Proche-Orient) d'agir vite auprès des parties israélienne et palestinienne en vue de parvenir à un accord de paix », a déclaré M. Roudeina à l'AFP. De son côté, l'un des principaux négociateurs palestiniens, Saëb Erakat, a parlé de « démarche positive », tout en espérant que cette résolution « ne sera pas ajoutée aux archives des autres résolutions qui n'ont pas été appliquées ».

« Nous voulons des décisions contraignantes pour Israël afin qu'il cesse ses activités de colonisation et son occupation des territoires palestiniens occupés depuis 1967, y compris Jérusalem-est », a-t-il dit.

La résolution de l'ONU, issue d'une initiative russo-américaine, soutient le processus de paix au Proche-Orient relancé il y a un an à Annapolis (Etats-Unis), avec pour objectif la coexistence pacifique de deux Etats israélien et palestinien.

(afp)

Rédaction en ligne

mardi 16 décembre 2008, 22:17

<http://www.lesoir.be/actualite/monde/israel-et-les-palestiniens-2008-12-16-674539.shtml>

Nations unies

Le Conseil de Sécurité prépare une initiative de soutien à la paix

Les ambassadeurs auprès du Conseil de Sécurité des Nations unies se sont réunis samedi pour évaluer un projet de résolution américaine, soutenant le processus de paix au Proche Orient que les ministres devraient adopter la semaine prochaine.

L'ambassadeur américain à l'ONU Zalmay Khalilzad a fait circuler un projet de texte au cours de consultations à huis clos, présentées comme une initiative russo-américaine, afin d'impliquer le Conseil de Sécurité à un moment crucial du processus de paix.

"Nous pensons qu'il est important que le Conseil s'exprime lui-même", sur la question israélo-palestinienne, a-t-il déclaré à des journalistes, alors qu'une nouvelle administration doit se mettre en place à la Maison Blanche et que des élections sont prévues en Israël et possiblement aussi dans les territoires palestiniens.

M. Khalilzad a indiqué que les discussions sur ce texte allaient continuer lundi et un vote des ministres était attendu mardi.

Le texte proposé par les Etats-Unis a reçu l'appui de la Russie, de la France et de la Grande Bretagne. Il soutient les principes sur lesquels sont d'accords Israéliens et Palestiniens "comme le processus de négociations bilatéral et les efforts pour conclure un traité de paix qui résoudrait toutes les questions clés, sans exception".

Le texte appelle les deux camps "à remplir leurs obligations (...) et à éviter toute mesure qui pourrait miner la

confiance et porter préjudice à l'issue des négociations".

"Le texte est une très bonne base pour trouver un consensus de principe à une solution durable au Proche Orient", a déclaré l'ambassadeur de France à l'ONU, Jean-Maurice Ripert, en saluant la proposition américaine. "Je suis optimiste" sur son adoption mardi, a-t-il ajouté.

Le texte appelle aussi à renforcer les efforts diplomatiques "pour encourager, au-delà des négociations bilatérales, une reconnaissance mutuelle et une coexistence dans la paix entre tous les Etats de la région, afin de trouver une paix durable au Proche Orient".

Lundi une réunion du Quartette pour le Proche Orient (Etats-Unis, Russie, ONU, UE) rassemblera la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et le chef de la diplomatie européenne Javier Solana.

Le Quartette aura des conversations avec un groupe de contact de la Ligue arabe représentant l'Algérie, Bahrein, l'Egypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, Oman, le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Syrie, les Emirats arabes unis, le Yémen et le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Mussa, ont précisé des diplomates. "Ce projet de texte fournit une bonne base pour solidifier les efforts des quelques mois passés", a déclaré l'ambassadeur russe Vitaly Tchourkine, faisant référence aux négociations lancées par les Etats-Unis à Annapolis, dans le Maryland (est) en novembre 2007.

"Nous pensons que (ce message) est très important pour conserver l'élan", a-t-il ajouté.

Son collègue libyen, Giadalla Ettalhi, seul membre arabe du Conseil, a fait savoir qu'il voulait que soit inclus dans le projet de texte un paragraphe demandant un arrêt des implantations en Cisjordanie.

Pendant ce temps, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, doit rencontrer le président américain George W. Bush le 19 décembre à la Maison Blanche. Il se rendra ensuite à Moscou pour des entretiens avec le président Dmitri Medvedev et son Premier ministre Vladimir Poutine, le 22 décembre. 13 décembre 2008.

Oufok Site du Mouvement Démocratique Arabe
samedi 13 décembre 2008.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5205

& Gerry AZIAKOU

Afp
13-12

Dans le monde

UE : Commission & Européenne

14-12

Au Parlement Européen Cohn-Bendit "souligne qu'il serait fou de ne pas rehausser le statut d'Israël". Le « rehaussement » dont il est question donnerait un statut spécial à Israël et en ferait quasiment un membre à part entière de l'Union européenne.

Bruno DRWESKI

Pierre Barbancey : "Les eurodéputés sceptiques sur un statut spécial pour Israël. UE-Israël.

Le Parlement européen a décidé de reporter son vote concernant un « rehaussement » des relations de l'Europe avec Tel-Aviv.

À une nette majorité, le Parlement européen a décidé de ne pas suivre le Conseil des ministres des Affaires étrangères et a purement et simplement reporté le vote concernant le rehaussement du statut d'Israël. Un vote d'autant plus remarquable que la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, était venue en personne, la veille, à Bruxelles, devant la commission des Affaires étrangères du Parlement.

Le « rehaussement » dont il est question donnerait tout simplement un statut spécial à Israël et en ferait quasiment un membre à part entière de l'Union européenne. C'est un camouflet pour Nicolas Sarkozy, actuel président de l'UE, qui, le 23 juin dernier, devant la Knesset (le Parlement israélien), annonçait que « la France travaillerait au rehaussement des relations entre l'Union et Israël ». C'est pourquoi il a fait accélérer le processus. « Nous avons cru comprendre qu'on aurait le temps de voir les progrès accomplis sur le terrain, mais les choses se sont précipitées », a indiqué à l'Humanité l'eurodéputée Véronique De Keyser (PSE), qui, immédiatement après le vote, s'est exclamée : « L'honneur du Parlement est sauvé. »

Ce vote a été obtenu après que Francis Wurtz, président du groupe GUE-GNL au Parlement européen, fut intervenu pour demander une modification de l'ordre du jour. En clair, alors que les eurodéputés doivent donner un avis conforme en disant oui ou non, Francis Wurtz leur proposait de reporter la question. L'argument amené à la tribune du parlement a porté et a su capter les voix des socialistes et des Verts européens (Cohn-Bendit est intervenu en ce sens, tout en soulignant qu'il serait fou de ne pas rehausser le statut d'Israël). Francis Wurtz s'est appuyé sur ce que préconisait la délégation du Parlement qui s'est rendue en Israël et dans les territoires palestiniens en mai dernier (à laquelle participaient tous les groupes).

Les eurodéputés demandaient « qu'il y ait des signes sérieux de bonne volonté traduits par des réalités tangibles sur le terrain par Israël ». Le président de la GUE notait que ces signes n'ont pas été donnés et qu'un an après la conférence d'Annapolis il convenait de reporter tout vote du Parlement jusqu'à ce que des « signes de bonne volonté » soient donnés par Tel-Aviv.

Accorder un tel statut reviendrait à accorder une prime à l'occupation, selon la formule d'un député européen. Comme le soulignait Francis Wurtz devant le Parlement européen le 5 juin : « Ce qu'on attend de l'Europe au sud de la Méditerranée à ce propos, c'est qu'elle surmonte enfin ce que l'ancien représentant du secrétaire général des Nations unies, M. de Soto, appela fort justement "l'autocensure" à l'égard d'Israël concernant la violation permanente du droit international. »

Tout le monde comprend bien que l'enjeu est purement politique, puisque, selon le fait accompli, cher aux dirigeants israéliens, Tel-Aviv participe déjà à plus de 600 programmes de recherches. La manoeuvre est, de plus, habile : elle tente d'enfermer le débat sur la sanction ou non de la société civile israélienne – en l'occurrence les scientifiques -, qui serait la bénéficiaire de tels programmes. Si l'on ajoute à cela les campagnes de lobbying et les pressions (dénoncées y compris par Véronique De Keyser : « Nous sommes victimes de pressions, traités d'antisémitisme », assure-t-elle), on comprend les difficultés du débat. Le report décidé hier a été appuyé par le PCF, de nombreuses associations et Leïla Shahid, déléguée générale de Palestine auprès de l'UE, qui demandait « de ne pas accorder ce privilège à Israël avant qu'il mette en oeuvre les principes de la paix ».—

Pierre Barbancey

Source: Pierre Barbancey pour L'HUMANITE (Copyrights

Publié le 7 décembre 2008 à 09:48

<http://www.israelvalley.com/news/2008/12/07/20664>

IsraelValley Presse

Rubrique: Europe

2 Europe

4 UK

Brown : "les implantations sont un obstacle à la paix"

Le Premier ministre britannique Gordon Brown a déclaré lundi que les blocs d'implantations juives étaient l'un des plus grands obstacles à un accord de paix au Moyen-Orient.

Après s'être entretenu avec le Premier ministre de l'Autorité palestinienne Salaam Fayad, Brown a déclaré que régler le problème des implantations et encourager les investissements dans le commerce palestinien pouvait aider à parvenir à une solution au conflit israélo-palestinien.

"Tout le monde voit aujourd'hui se dessiner les contours d'une solution à deux Etats : un Etat palestinien viable d'un point de vue sécuritaire et économique, et un Etat israélien sécurisé à l'intérieur de ses propres frontières, où les interrogations sur la paix et la stabilité trouvent une réponse".

Brown a également apporté son soutien aux tentatives de Fayad pour temporiser le projet de l'Union européenne qui vise à renforcer ses relations avec Israël jusqu'au gel des constructions des implantations juives dans les Territoires.

JPOST.FR

15.12.08

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1228728208034&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>
16-12

Le Premier ministre britannique, Gordon Brown, a apporté son soutien hier à un appel de la Ligue arabe au président élu américain, Barack Obama, pour que le processus de paix au Proche-Orient soit replacé en tête des priorités.

A l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre Fayyad, M. Brown a également réitéré son appel à Israël pour un arrêt de la colonisation dans les territoires palestiniens, qu'il a qualifiée « d'obstacle » à la paix. « Le besoin d'agir est urgent », a souligné M. Brown.

2 Médias/Vidéos

2-1Video Droits de l'homme : avancées ou régression ?

Durée : 02:29 Pris le : 10 décembre 2008 Lieu : Paris, Île-de-France, France

Pascal Boniface, directeur de l'IRIS, répond à nos questions :

- Les droits de l'homme restent une "idéologie" contestée par certains Etats dénonçant une vision purement occidentale et remettant en cause son universalisme.

Que pensez-vous de ce débat ?

- Les droits de l'homme ont-ils avancé ou régressé en 60 ans ?

- Que faut-il penser des propos de Bernard Kouchner regrettant la création d'un secrétariat d'Etat au droit de l'Homme, considérant qu'il y a une contradiction entre droits de l'Homme et politique étrangère d'un Etat ?

http://www.dailymotion.com/video/x7opj2_droits-de-lhomme-avances-ou-rgressi_news

10 décembre 2008

http://www.palestine-solidarite.org:80/video.pascal_boniface.101208.htm

<http://www.dailymotion.com/video/k6eXBD5rEQo3P3Saw6>

Source : Affaires Stratégiques

Publié le 11 décembre

2-2 Forum de la presse arabe Indépendante.

«La liberté d'expression reste la première préoccupation dans le monde de la presse arabe.

Elle est très nuancée. Ca bouge d'un Etat à un autre.»

Près de 160 journalistes du monde arabe se sont réunis à Beyrouth pour deux journées de travail, de réflexion et de débats dans le cadre du troisième Forum de la presse arabe indépendante.

La problématique de la liberté d'expression était au centre de ces assises.

Diane Galliot

[15/12/2008

écouter 03 min

http://www.rfi.fr/actufr/articles/108/article_76082.asp

3 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Chérif BOUDELAL : Faire admettre au monde qu'Israël est hors la loi.

Commentaire : En réponse au communiqué de l'AFPS contre la construction du tramway entamée par des sociétés française en Cisjordanie (lire le texte de l'AFPS à la fin du commentaire)

L'histoire des travaux de ces sociétés est calquée sur l'histoire et les ruses d'Israël : Cela fait 14 ans depuis que les accords d'Oslo ont été signés, et cela fait 14 ans qu'Israël fait marcher les Palestiniens pour gagner du temps et grignoter davantage de terres du côté palestinien.

Ces sociétés et leurs conseillers israéliens procèdent de la même manière : les travaux seront terminés avant que la décision définitive de la justice soit rendue. Tout est calculé et minutieusement coordonné entre les Israéliens et leurs complices qui agissent à partir de l'Occident, sous différentes étiquettes.

Que faire ? La seule solution c'est de copier l'ennemi, c'est-à-dire utiliser les stratégies d'Israël et du sionisme pour mieux les contrecarrer. Mais comment ? Il faut d'abord être capable d'avoir les mêmes volonté et intelligence qu'eux pour y arriver ; c'est-à-dire fonder l'unité entre tous ceux qui soutiennent la cause palestinienne pour mieux la servir et combattre le sionisme partout où il se trouve. Ensuite, utiliser tous les moyens légaux et légitimes possibles pour les combattre sur le terrain en soutenant la résistance sur place, en Palestine. Et dans le même temps il faut faire admettre aux États membres de l'ONU « ce machin »- qu'Israël est un Etat hors la loi.

Il convient de fabriquer des Hommes et des Femmes incorruptibles comme ceux qui ont mis Israël sur la liste des Etat de l'apartheid au sein de l'ONU en 1975, pendant que quelques Hommes incorruptibles étaient à la tête de certains régimes arabes, tel Haouari Boumediene (Algérie) ou un certain Kurt Waldheim à la tête de l'ONU – ce dernier a été qualifié d'« antisémite » et « d'un homme sans intelligence » par le lobby sioniste ! Ces Hommes ont refusé de courber l'échine devant le lobby sioniste mondial et les serviteurs d'Israël à la Maison blanche - USA.

Il faut arriver à dénuer Israël de toute légitimité sur le sol palestinien, et en même temps traquer partout ses dirigeants et cadres militaires pour les faire condamner comme des criminels de guerre (et/ou pour crime contre l'humanité) pour les crimes qu'ils ont commis ou fait commettre contre le peuple palestinien depuis plus de 60 ans.

Chérif BOUDELAL (15 décembre 2008)

Al Boukhdachi <http://fr.profiles.yahoo.com/immigrationstorsy>

3-2 Première résolution de l'ONU en cinq ans.

Et le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution, la première depuis cinq ans, réaffirmant son soutien au processus de paix avec pour objectif la coexistence pacifique de deux Etats, israélien et palestinien. Israël et l'Autorité palestinienne se sont félicités mardi de l'adoption de cette résolution.

"Israël accueille favorablement le soutien sans équivoque exprimé par le Conseil de sécurité en faveur de négociations directes et bilatérales entre Israël et les Palestiniens", indique le ministère israélien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Avec cette résolution, la communauté internationale a "émis un message clair au régime terroriste du Hamas dans la bande de Gaza", dit-il, en allusion au groupe islamiste qui contrôle ce territoire après un coup de force contre le mouvement Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas en juin 2007.

A Ramallah en Cisjordanie, le porte-parole de la présidence de l'Autorité palestinienne, Nabil Abou Roudeina, a jugé "encourageante la résolution du Conseil de sécurité, surtout qu'elle réclame la poursuite du processus de paix avec le total soutien de la communauté internationale et permet de garder l'espoir en vue de la paix" dans la région.

"Nous demandons au Conseil de sécurité et au Quartette (pour le Proche-Orient) d'agir vite auprès des parties israélienne et palestinienne en vue de parvenir à un accord de paix", a déclaré Roudeina à l'AFP.

La résolution de l'ONU, issue d'une initiative russo-américaine, soutient le processus de paix au Proche-Orient relancé il y a un an à Annapolis (Etats-Unis), avec pour objectif la coexistence pacifique de deux Etats israélien et palestinien.

LEXPRESS.fr,
17/12/2008 08

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/abbas-a-washington-pour-assurer-la-continuite-d-annapolis_726840.html

3-3 Près de 1,7 milliard de dollars versés en un an à l'Autorité palestinienne (Abbas).

La communauté internationale a versé près de 1,7 milliard de dollars d'aide budgétaire à l'Autorité palestinienne en un an, a annoncé mercredi la France, un an après la conférence des donateurs du 17 décembre 2007 à Paris. Plus de sept milliards avaient alors été promis sur trois ans.

La communauté internationale avait promis d'apporter aux Palestiniens 7,4 milliards de dollars d'aide entre 2008 et 2010. Les Palestiniens réclamaient 5,6 milliards.

"De tels versements supérieurs aux promesses sont le signe concret d'un engagement exceptionnel de la communauté internationale. Ils s'expliquent par la mobilisation de l'Autorité palestinienne, par le rôle du mécanisme de suivi politique et par l'implication de l'Union européenne et de la France", a estimé un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères Frédéric Desagneaux.

La conférence des donateurs de Paris visait à conforter les espoirs de paix nés en novembre 2007 à Annapolis (Etats-Unis), où Israéliens et Palestiniens se sont engagés à oeuvrer en vue de la création d'un Etat palestinien fin 2008.

L'objectif d'Annapolis n'est pas atteint et la poursuite des pourparlers reste suspendue au changement d'administration en janvier aux Etats-Unis et aux législatives anticipées en Israël, le 10 février.

Le président palestinien Mahmoud Abbas se rend jeudi à Washington pour obtenir des assurances sur la poursuite des efforts de paix américains après l'entrée de Barack Obama à la Maison Blanche et l'élection d'un nouveau Premier ministre en Israël.

SDA-ATS News Service
18décembre 2008

Edicom

http://www.edicom.ch/fr/news/international/pres-de-17-milliard-de-dollars-verses-en-un-an-aux-palestiniens_1188-5867339

3-4 Ray Archeld : L'économie palestinienne de l'Autorité palestinienne recherche des fonds.

Après la conférence de Paris, de Bethlehem et de Naplouse, s'est tenue ce lundi à Londres, une conférence destinée à encourager l'investissement dans l'économie palestinienne. De quoi lever des fonds supplémentaires, qui viennent s'ajouter aux neuf milliards de dollars déjà récoltés pour financer des projets palestiniens. Un soutien économique qui vient se greffer aux difficiles efforts politiques, pour débloquer une situation qui semble inextricable.

Les efforts pour faire avancer le processus diplomatique du Proche-Orient se montrent pénibles, laborieux. Depuis la conférence d'Annapolis, qui a relancé des négociations israélo-palestiniennes au point mort, les résultats concrets ont été timides.

Alors parallèlement, en vue de faire évoluer une situation compliquée, la communauté internationale a entrepris de donner un coup d'accélérateur à l'économie palestinienne.

Nicolas Sarkozy, flanqué de son ministre des Affaires étrangères a d'abord lancé la conférence des donateurs à Paris. Celle-ci a produit des résultats non négligeables. Les pays donateurs ont promis d'apporter à l'Autorité Palestinienne des aides financières qui s'élèvent à sept milliards et demi de dollars.

Mise à part les états, les investissements privés se sont également mis à couler à flot. D'abord à Bethlehem,

ensuite à Naplouse, des entreprises du monde entier ont décidé d'investir dans l'économie palestinienne, à hauteur de deux milliards de dollars.

Dernière initiative en date, celle de la Grande-Bretagne. Ce lundi Gordon Brown a reçu Salam Fayyad, pour une nouvelle conférence sur les investissements dans les territoires palestiniens.

« Une solution à deux états est au coeur de notre vision de la paix. Un état palestinien démocratique doit exister aux côtés d'un état d'Israël assuré de sa sécurité. Etablir un état palestinien viable, avec une économie stable et un secteur privé florissant est crucial dans ce processus. » a indiqué Gordon Brown, le Premier ministre britannique.

Le plan d'investissement a été réalisé par le premier ministre palestinien, baptisé développement et réforme, il vise à promouvoir un secteur privé asthénique et ainsi que celui des services.

« Pour se projeter dans l'établissement d'un état, il faut construire des institutions solides et compétentes. Il faut délivrer des services à la population, mais également avoir une économie qui fonctionne ; une économie avec un secteur privé auquel on offre aujourd'hui l'occasion de se développer. » a affirmé Salam Fayyad, Premier ministre palestinien.

Des mardi le premier britannique recevra, toujours à Londres le premier ministre israélien. Le but : tenter de faire de 2009 l'année du changement. Celui de progrès vers des solutions politique et économique, reste à savoir lesquelles interviendront les premières.

Ray Archeld pour Guysen International News

Mardi 16 décembre 2008 à 07:54

<http://www.guysen.com/articles.php?sid=8685>

3-5 Abbas à Washington pour assurer la continuité d'Annapolis.

Le dirigeant palestinien se rend jeudi à Washington pour obtenir des assurances sur la poursuite des efforts de paix américains au Proche-Orient. Une visite sur fond d'intense activité diplomatique internationale: le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution réaffirmant son soutien au processus de paix avec pour objectif la coexistence pacifique de deux Etats, israélien et palestinien.

Le dirigeant palestinien Mahmoud Abbas se rend jeudi à Washington pour obtenir des assurances sur la poursuite des efforts de paix américains au Proche-Orient après l'entrée de Barack Obama à la Maison-Blanche et, surtout, l'élection d'un nouveau Premier ministre en Israël.

Après Washington, où il doit être reçu vendredi par le président sortant George W. Bush, Abbas effectuera une visite en Russie impliquée, elle aussi, dans le processus de paix israélo-palestinien en tant que membre du Quartette sur le Proche-Orient aux côtés des Etats-Unis, de l'Union européenne et l'ONU

Ces visites surviennent alors que l'année touche à sa fin sans qu'un accord de paix ne soit en vue malgré des dizaines de sessions de négociations depuis leur relance en grande pompe à Annapolis près de Washington en novembre 2007.

La poursuite de la colonisation juive, le maintien des barrages militaires, les violences à Gaza et les divisions palestiniennes ont en effet plombé les discussions.

Le partenaire de Abbas en Israël, le Premier ministre Ehud Olmert a démissionné en septembre après sa mise en cause dans des affaires de corruption et les sondages prévoient une victoire aux élections du 10 février du Likoud de Benjamin Netanyahu, un "faucon" opposé à la création d'un Etat palestinien disposant des attributs réels de la souveraineté.

LEXPRESS.fr,

17/12/2008 08

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/abbas-a-washington-pour-assurer-la-continuite-d-annapolis_726840.html

3-6 Le Hamas exhorte le sommet Egypte/Arabie Saoudite de travailler pour briser le blocus de Gaza .

Le Hamas a souhaité que le sommet entre l'Egypte et l'Arabie Saoudite puisse faire tomber le mur du silence et aider effectivement au déclenchement d'un dialogue palestino-palestinien.

En fait, la ville égyptienne d'Alexandrie devra recevoir une rencontre entre le président égyptien Hosni Mubarak et le roi saoudien Abdallah Ben Abdou Al-Aziz. Les négociations seront principalement concentrées sur la question palestinienne, sur les efforts nécessaires pour unifier les rangs palestiniens.

Dans ce contexte, Dr. Sami Abou Zahri, porte-parole du mouvement du Hamas, a appelé les deux dirigeants à faire la pression nécessaire sur Mahmoud Abbas, président de l'autorité palestinienne, pour qu'il accepte le dialogue. De son côté, le Hamas est prêt à entamer le dialogue avec le mouvement du Fatah, tout de suite, sans conditions préalables bien évidemment.

Les dirigeants doivent cependant prendre la même position envers les deux partis afin qu'un tel dialogue soit crédible.

Et pour ce qui est du point de passage de Rafah, le porte-parole du Hamas a exhorté les deux dirigeants d'entamer une action audacieuse pour l'ouvrir, de donner tous les efforts pour briser le blocus imposé

injustement sur la bande de Gaza. Toutes les raisons pour la fermeture du point de Rafah sont désormais inexistantes. Personne n'y croit plus, ni le peuple palestinien, ni notre nation, ajoute le porte-parole du Hamas.

15/08/2008

CPI

3-7 Des activistes internationaux accusent l'Égypte de participer au blocus contre Gaza.

Des organisations civiles et des activistes juristes internationaux en Suisse ont commencé une série d'activités de soutien aux palestiniens en coopération avec la campagne européenne pour la lutte contre le blocus, tout en condamnant la poursuite de ce blocus inhumain et dénonçant la fermeture du passage de Rafah.

Les activistes solidaires ont considéré que la fermeture du passage de Rafah par les autorités égyptiennes représente une grande complicité officielle avec l'occupation dans la continuation du blocus imposé contre un million et demi d'habitants de Gaza, depuis plus de deux ans, surtout que le passage de Rafah est la seule issue des habitants de Gaza vers le monde extérieur.

"Une tente de presse a été installée, le samedi 13/12, dans la cour des "palais", en Suisse pour informer l'opinion publique des activités de solidarité avec les fermiers palestiniens de Gaza et les conséquences du blocus qui a dévasté toutes leurs récoltes", a déclaré, samedi 13/12, le chef de la ligue des droits pour tout le monde, Anwar Al Gharbi, lors d'un communiqué de presse.

Il a indiqué qu'une chaîne humaine des manifestants, s'est déplacée de la "place de la Monnaie Bel Air" vers l'ambassade égyptienne, où une lettre de protestation a été déposée contre la fermeture du passage de Rafah devant les habitants de la Bande de Gaza qui souffrent beaucoup du blocus inhumain imposé injustement par l'occupation.

Le chef de la ligue des droits pour tout le monde en Suisse a appelé les autorités égyptiennes, la présidence du parlement et le gouvernement d'intervenir pour ouvrir immédiatement le passage de Rafah, afin de soulager les souffrances de leurs frères palestiniens assiégés depuis plus de deux ans.

Il est à noter que la campagne européenne avec la coopération des associations et des organisations juridiques, des droits de l'homme et des ligues palestiniennes, et plusieurs activistes contre la continuation du blocus ont protesté devant les ambassades égyptiennes en Europe pour contester contre la fermeture illégale du passage de Rafah devant les palestiniens suspendus.

CPI

14/12/2008

3-8 Les autorités occupantes arrête puis expulse Richard Falk (le rapporteur des droits de l'homme en Palestine.)

Les autorités occupantes israéliennes ont arrêté, dimanche 14/12, le rapporteur spécial chargé de l'évaluation de la situation des droits de l'homme, Richard Falk, dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, avant de l'expulser.

La commission permanente d'observation des Nations Unies dans les territoires palestiniens, à Genève, a souligné dans une déclaration à la presse que les forces de l'occupation ont refusé l'entrée du rapporteur spécial de la Palestine.

Dès son arrivée à l'aéroport de "Ben Gourion", les autorités sionistes ont détenu le professeur Falk, en refusant sa mission pour contrôler les violations israéliennes des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés.

Le rapporteur des droits de l'homme allait contrôler pour présenter son rapport juridique devant la dixième session du Conseil des droits de l'homme, en mars prochain, et c'est pourquoi l'occupation a interdit l'envoyé de l'ONU d'accomplir sa mission", ont affirmé, hier, des sources bien informées.

Notons que Richard A. Falk, 78 ans, est un professeur américain en droit international, à l'Université de Princeton, ainsi qu'un écrivain politique, conférencier et militant sur plusieurs affaires au monde, ainsi qu'un auteur et co-auteur de plus de 20 livres, et chargé de l'ONU pour surveiller les violations de l'occupation contre les droits de l'homme dans les territoires palestiniens.

15/12/2008

CPI